COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 OCTOBRE 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 15 OCTOBRE à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 09 OCTOBRE 2020, s'est réuni, salle de la Lampe, en séance publique sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ETAIENT PRESENTS :

BERNARD Corinne, BRIANT Geoffrey, CHARPENTIER CHOLLET Laurent, CUNIoT-PONSARD Mireille, DALI Sarah, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, FERNANDES Rosa, HERTZ Ludovic, LANGLOIS Patrice, LARDIÈRE Christian, LE MANACH Sandrine, LEVEQUE Anne, MACEL François-Xavier, MALBROUCK Anais, MATIAS Rui, MFUANANI NGUENTE Loïc, MICHAUD Daniel, PICHOT Camille, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques, THIOT Isabelle.

ABSENTS :

BLOT Dominique,
CORDIER Stéphanie
GATINEAU Athena donne pouvoir à RODARI Philippe
LE DROGO Laurent donne pouvoir à LANGLOIS Patrice
VIARGUES Cristèl donne pouvoir à FERNANDES Rosa

Monsieur Christian LARDIÈRE, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Anne LEVEQUE est désignée secrétaire de séance.

Monsieur Christian LARDIÈRE propose d'approuver le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 28 juillet 2020. Le Procès-Verbal est approuvé, à l'unanimité.

AFFAIRES GENERALES - PERSONNEL**1. APPROBATION DU PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA VILLE DE LINAS ET LA MISSION LOCALE DES TROIS VALLEES (ML3V).**

Il est rappelé que la Commune de Linas était adhérente de la Mission locale depuis 1993 et a régulièrement procédé à la désignation de ses représentants au sein des organes de la mission locale.

A partir de 2013, l'ancien Maire de Linas a fait part à la ML3V de son refus de lui attribuer une compensation financière au titre de l'année 2013, et souhaitait, par la suite, se désengager de la ML3V. De ce fait, la Commune de Linas n'a pas versé les participations financières pour les années 2013, 2014 et 2015.

Dans un courrier du 30 novembre 2017, la ML3V a donc sollicité, une ultime fois, le versement des participations financières pour ces trois années, pour un montant total de 59 503.14 euros. Par courrier du 8 janvier 2018, la Commune de Linas a rejeté la demande de la ML3V.

Estimant que cette décision est entachée d'illégalité, la ML3V a saisi le Tribunal administratif de Versailles.

A la suite des dernières élections municipales de 2020, Monsieur le Maire a souhaité que la ML3V et les services de la Commune de Linas se rapprochent afin qu'un accord transactionnel soit conclu pour mettre fin à ce différend, dont les principales raisons demeurent politiques. En effet, un différend est intervenu en 2012 entre l'ancien Maire de Linas et la ML3V sur les questions des emplois d'avenir.

Il est également important de souligner que le désengagement d'une commune d'une association dont elle membre suppose que le Conseil municipal adopte une délibération en ce sens. Cette délibération n'est intervenue que le 6 juillet 2016, étant précisé que la compétence a été transférée automatiquement le 1er janvier 2016 à la CPS.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITE MOINS 2 VOTES CONTRE (Liste J'AIME LINAS)

- APPROUVE** le protocole d'accord entre la ML3V et la Ville de Linas ;
- AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce protocole d'accord, ainsi que tous documents permettant l'application de la présente délibération ;
- PRECISE** qu'en échange du retrait du recours exercé par la ML3V, la Ville de Linas versera sur l'exercice 2021 une indemnité protocolaire d'un montant de 59 503.14 euros.

2. MAINTIEN DE LA PRIME ANNUELLE DE FIN D'ANNEE EN CAS D'ARRET MALADIE ORDINAIRE LIE A LA COVID-19.

Monsieur le Maire explique que, dans une note du 21 mars, le Ministère de la Cohésion des territoires et des collectivités locales a émis la recommandation suivante :

« Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de son impact sur la situation individuelle des agents publics, les employeurs territoriaux sont invités à maintenir le régime indemnitaire des agents placés congés de maladie ordinaire, y compris dans l'hypothèse où une délibération permettrait la suppression des primes en l'absence de service effectif ».

Monsieur le Maire souhaite accorder au bénéfice des agents (titulaires, stagiaires, et non titulaires), de maintenir la prime annuelle de fin d'année des agents placés en congé de maladie ordinaire à partir du 17 mars 2020 et ce, jusqu'au 10 juillet 2020, date de fin officielle du confinement, en tenant compte des possibilités de sortie progressive du confinement. Il estime qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, les autorisations exceptionnelles d'absence apparaissent comme les plus protectrices pour les agents.

Monsieur le Maire souhaite actualiser la délibération n°8 du 27 janvier 2016 concernant la prime de fin d'année accordée au personnel permanent et plus particulièrement le paragraphe relatif au temps de présence sur l'année qui mentionne : **« le montant de la prime annuelle de fin d'année sera proratisé en tenant compte du temps de présence sur l'année, au-delà d'une tolérance de 30 jours d'absence en maladie ordinaire ».**

Il propose de maintenir le versement de la prime annuelle de fin d'année des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire atteints du coronavirus avec effet rétroactif à compter du 1^{er} février 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,

APPROUVE le maintien du versement de la prime de fin d'année des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire avec effet rétroactif à compter du 1^{er} février 2020.

3. CONVENTION CADRE DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL CONTRACTUEL PAR LE SERVICE DE MISSIONS TEMPORAIRES DU CIG DE VERSAILLES.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le Centre Interdépartemental de Gestion de Versailles de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France propose une prestation de mise à disposition de personnel dans le cadre de missions temporaires.

Il expose que l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les Centres de gestion peuvent recruter des agents en vue de les affecter à des missions temporaires ou d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou encore de pourvoir à la vacance temporaire d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.

Ces agents peuvent être mis à la disposition des collectivités affiliées à titre onéreux, conformément à l'article 22 (alinéa 6 de la loi n° 84-53) et par convention.

La collectivité rémunérera le service missions temporaires de la façon suivante :

- Coût journalier pour l'intervention d'un agent du CIG est de 164 € pour un agent de catégorie C
- Coût journalier pour l'intervention d'un agent du CIG est de 187 € pour un agent de catégorie B

L'agent occupant le poste de Directeur Finances, contractuel, a souhaité quitter ses fonctions. Aussi, pour assurer la continuité du service, il est proposé aux membres du Conseil Municipal, d'adhérer au service facultatif de Missions Temporaires mis en œuvre par le CIG et d'autoriser le Maire à conclure et signer la convention type à partir de laquelle les demandes de mise à disposition de personnel, à titre onéreux, pourront être adressées au CIG de Versailles. Le détail des prestations est précisé dans la convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,

AUTORISE le Maire à signer la convention cadre susvisée ;

INSCRIT les crédits nécessaires au budget de la collectivité.

4. ACQUISITION DU BIEN IMMOBILIER SITUÉ AU 61 RUE DE LA DIVISION LECLERC PARCELLES AB 94 ET AB 95.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que, par délibération n° 11 du 29 mars 2011, la Ville de Linas a cédé à l'association LOGEMENT LM (SIREN n° 531173102) un bien immobilier situé au 61 rue de la Division Leclerc pour un euro symbolique. La cession de ce bien imposait à l'association LOGEMENT LM la réalisation d'importants travaux de rénovation, afin de proposer à la location trois appartements sociaux.

Afin de parvenir à ce but, une convention d'objectifs et de moyens du 30 mars 2011 a été signée entre la Ville de Linas et l'association. Il est important de souligner qu'au total, près de 100 000 euros de subvention ont été versés à cette structure associative :

- 31 150 euros de subventions sur travaux, par délibération du 29 mars 2011 ;
- 22 700 euros votés sur le budget 2011 ;
- Avance de trésorerie de 10 000 euros, ainsi qu'une subvention d'investissement de 25 000 euros par délibération n° 2 du 24 janvier 2012 ;
- 10 000 euros de subvention en fonctionnement, votés lors du budget 2012.

Le 19 juin 2020, à la demande de l'ancien Maire, Monsieur Pascal WAILL, un huissier est intervenu et a constaté que peu de travaux ont été effectués. D'après les services, les coûts de ces travaux et des achats de fourniture sont évalués à moins de 10 000 euros.

Pour information, la Présidente de l'association a rappelé à maintes reprises à l'ancienne municipalité, par divers courriers, ne pas avoir la main sur ces fonds et sur l'association LLM, et que les réunions de chantier sur cet immeuble étaient organisées par l'ancien édile. Elle précise en avoir informé les services de police.

A présent, il convient de reprendre possession de ce bien à l'euro symbolique. Pour rappel, ce bien était estimé en 2011 à 147 000 euros.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE MOINS 2 ABSTENTIONS (Liste J'AIME LINAS)

APPROUVE l'acquisition du bien situé au 61 rue de la Division Leclerc – 91310 Linas (parcelles AB 94 et AB 95) à l'euro symbolique, éventuellement augmenté du montant permettant de lever les hypothèques légales du trésor public sur ce bien ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes liés à cette acquisition ;

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire...) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

5. ACQUISITION AMIABLE DE LA PARCELLE AP 182.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'alignement et des travaux de réaménagement de la rue de Guillerville, la Commune a négocié l'acquisition amiable de la parcelle AP 182, d'une superficie de 8m², nécessaire au projet.

Le prix convenu de l'indemnisation est de 150 € / m², soit un montant total de 1200 €.

VU l'accord écrit des propriétaires de la parcelle AP 182,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,

AUTORISE l'acquisition de la parcelle susmentionnée au prix de 1200 €,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition,

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

6. ACQUISITION AMIABLE DE LA PARCELLE AP 240 PARTIELLE.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'alignement et des travaux de réaménagement de la rue de Guillerville, la Commune a négocié l'acquisition amiable d'une partie de la parcelle cadastrée AP 240, pour une superficie de 22,6 m² nécessaire au projet.

Le prix convenu de l'indemnisation est de 150 € / m², soit un montant total de 3390 €.

VU l'accord écrit des propriétaires de la parcelle AP 240.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,

AUTORISE l'acquisition partielle de la parcelle susmentionnée au prix de 3.390 €,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition,

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

7. ACQUISITION AMIABLE DES PARCELLES AP 180 et AP 181.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'alignement et des travaux de réaménagement de la rue de Guillerville, la Commune a négocié l'acquisition amiable des parcelles AP 180 et AP 181, d'une superficie de 57 m² et de 12,1 m², nécessaires au projet.

Le prix convenu de l'indemnisation est de 150 €/m², soit un montant total de 10.365 €.

VU l'accord écrit des propriétaires des parcelles AP 180 et AP 181,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,

AUTORISE l'acquisition des parcelles susmentionnées au prix de 10.365 €.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition,

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

8. OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE PLU-I A LA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY.

Monsieur le Maire informe que dans le cadre de la loi ALUR, les Communautés d'Agglomération devenaient de plein droit compétentes en matière de PLU - Intercommunal à l'issue d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la loi, soit à compter du 27 mars 2017.

Toutefois, ce transfert obligatoire de compétence était reporté de 4 ans si, dans les 3 mois précédant cette date, 25% des communes membres, représentant au moins 20% de la population, s'opposaient au transfert immédiat. En l'espèce, la Commune

de Linas a émis un refus sur le fait que son PLU devienne une compétence de droit commun de la Communauté Paris-Saclay dans une délibération municipale du 09 janvier 2017.

Une seconde date butoir est prévue pour s'opposer au transfert automatique. Il s'agit du 1^{er} janvier de l'année faisant suite au renouvellement de la présidence de l'EPCI, en l'occurrence, le 1^{er} janvier 2021.

La Commune est amenée à donner sa réponse par délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

S'OPPOSE au transfert immédiat de la compétence en matière de PLU-I à la Communauté Paris-Saclay,

DEMANDE à la Communauté Paris-Saclay de prendre acte de la décision de la Commune de Linas,

DIT que cette délibération sera notifiée à Monsieur le Président de la Communauté Paris-Saclay avant le 1er janvier 2021.

9. PROJET DE REALISATION DE JARDINS POTAGERS COLLECTIFS.

Monsieur le Maire informe que la Commune a comme projet de réaliser des jardins potagers collectifs afin de proposer aux habitants des surfaces cultivables, permettant ainsi de renforcer le lien social et de limiter les inégalités entre les habitants. Plusieurs terrains seront aménagés en jardins potagers collectifs dans différents secteurs de la ville restant à définir.

Ces jardins pourront permettre également d'offrir des animations scolaires et périscolaires aux établissements communaux.

L'association JadopteunPotager.com a signifié à la Commune son intérêt pour une parcelle afin d'y réaliser un projet de création de jardins potagers collectifs, située au bord de la Sallemouille offrant un sol arable propice à la culture. Par ailleurs, ce terrain situé rue de l'Étang à Linas et cadastré AC N°29, se trouve au cœur d'une zone de logements, ce qui en facilitera l'accès.

La Commune a reçu une déclaration d'intention d'aliéner pour la parcelle AC N°29 d'une superficie de 375 m² pour un prix de vente de 113.000 €.

Le Maire précise qu'il exercera son droit de préemption en vue d'acquérir la parcelle AC N°29 pour la réalisation de jardins potagers collectifs.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A LA MAJORITE, MOINS 4 VOTES CONTRE (Liste LINAS AUTREMENT) ET 4
ABSTENTIONS (Liste J'AIME LINAS) et (Rosa FERNANDES, Cristèl VIARGUES
de la liste LINAS AVANT TOUT),**

APPROUVE le projet de création de jardins potagers collectifs.

10. DECISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET 2020.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'il lui appartient en cours d'exercice de prendre les décisions budgétaires modificatives propres à assurer l'ensemble des engagements supplémentaires de la Commune.

La présente décision modificative budgétaire porte sur certains articles des chapitres 012 « Charges de personnel et frais assimilés », 011 « Charges à caractère général » et 65 « Autre charges de gestion courante » ajustés de la manière suivante :

Chapitre	Compte	Libellé du compte	Budget Primitif 2020	Montant proposé
012	6451	Cotisations à l'URSSAF	511 800,00 €	- 295 200,00 €
011	6042	Achat de prestations de services	340 680,00 €	- 70 000,00 €
	6232	Fêtes et cérémonies	75 050,00 €	- 30 000,00 €
65	65314	Cotisations de sécurité sociale	7 800,00 €	268 104,84 €
	657362	Subvention de fonctionnement au CCAS	177 095,16 €	127 095,16 €
Total				0,00 €

Considérant une erreur de répartition sur les comptes de charges de rémunération sur le Budget Primitif 2020,

Considérant l'impact de la COVID sur l'augmentation des remboursements aux administrés (annulation des classes transplantées, de l'étude et des locations de salles communales) et sur la baisse ou l'absence de dépenses au service scolaire (restauration et activités),

Il convient de provisionner le chapitre 65 afin d'assurer les dépenses prévisionnelles liées aux différentes charges imputées à la masse salariale jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DEBATTU, A LA MAJORITE, MOINS 2 VOTES CONTRE (Liste J'AIME LINAS) ET 5 ABSTENTIONS (Liste LINAS AUTREMENT, Liste OXYGENE)

APPROUVE la Décision Modificative n°1 du Budget Ville 2020.

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h20.

Affiché le : 24/11/2020